

COUR D'APPEL DE CAEN

DOSSIER DE CANDIDATURE À LA RECONDUCTION DANS LES FONCTIONS DE CONCILIATEUR DE JUSTICE

cadre à compléter par (le)(la) candidat(e)

candidature à la reconduction dans les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice dans le ressort du tribunal judiciaire d

nomination ou reconduction arrivant à échéance le :

de M

(*) demeurant

(*) activité (*supprimer (la)(les) mention(s) inutile(s)*)

[retraité(e)]

[exerçant (la profession)(l'activité)] d

[ayant exercé (la profession)(l'activité)] d

(*) coordonnées téléphoniques et de messagerie électronique :

téléphone :

messagerie électronique :

Note : ces renseignements dont la communication est de nature à faciliter vos relations avec l'administration judiciaire ne font pas l'objet d'une diffusion auprès du public

() mentionner seulement les changements éventuellement intervenus depuis votre nomination ou dernière reconduction. En l'absence de modification, mentionner expressément "pas de changement"*

**poursuivre en vous reportant à la page 5 de ce dossier,
après avoir lu attentivement les avis ci-dessous**

*Ce dossier, disponible au greffe des tribunaux judiciaires et de proximité du ressort de la cour d'appel de Caen, est à faire parvenir, par dépôt au greffe ou par courrier, au magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire du ressort de la cour d'appel de Caen auprès duquel vous exercez les fonctions de conciliateur, **trois mois au moins avant la date d'échéance de votre nomination ou (dernière) reconduction**, mentionnée sur votre ordonnance de nomination ou de reconduction.*

Ce magistrat appréciera au vu des éléments recueillis dans le cadre de l'instruction de votre candidature s'il y a lieu de proposer votre reconduction au premier président de la cour d'appel de Caen.

ATTENTION : tout dossier incomplet (renseignements non fournis ou pièces justificatives manquantes) ne pourra donner lieu à un examen utile par les services de la cour d'appel et sera renvoyé pour être complété à la juridiction auteur de la proposition de reconduction.

**PARTIE RÉSERVÉE À L'INSTRUCTION
ET AU TRAITEMENT DE LA CANDIDATURE**

veiller à respecter l'ordre chronologique des paragraphes 1° à 4° ci-dessous

**4°) transmission par la voie hiérarchique de la PROPOSITION de
reconduction dans les fonctions de conciliateur de justice**

(Le)(La) président(e) du tribunal judiciaire d

à

Monsieur le premier président de la cour d'appel de Caen

J'ai l'honneur de vous faire parvenir la PROPOSITION du magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice tendant à la reconduction pour une durée de trois années à compter du

de M

pour exercer les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice dans le ressort du tribunal judiciaire d

à charge pour le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice au sein de cette juridiction d'organiser territorialement la répartition géographique du service des conciliateurs de justice dans le ressort de celle-ci, suivant l'évolution des besoins et en concertation avec les conciliateurs concernés.

Observations complémentaires :

Fait a _____ le _____
(Le)(La) président(e) du tribunal judiciaire d _____

3°) PROPOSITION de reconduction dans les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice par le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice

Le magistrat **coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice** du tribunal judiciaire d
à

Monsieur le premier président de la cour d'appel de Caen
sous couvert de (Monsieur)(Madame) (le)(la) président(e) du tribunal judiciaire d

Vu les articles 2 et 3 du décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice,

Vu le dossier de candidature et les diligences effectuées,

Vu notamment l'avis ci-dessus de (M. le)(Mme la) procureur(e) de la République,

J'ai l'honneur de vous **proposer la reconduction dans les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice pour une durée de trois années** à compter du
de M

dans le ressort du tribunal judiciaire d

, à charge pour moi-même d'organiser territorialement la répartition géographique du service des conciliateurs de justice dans ledit ressort, suivant l'évolution des besoins et en concertation avec les conciliateurs concernés.

Il résulte en effet des vérifications effectuées dans le cadre de l'instruction de la candidature que (le)(la) candidat(e) :

- continue à remplir les conditions cumulatives énoncées à l'article 3 du décret susvisé, soit :
 - jouir de ses droits civils et politiques et ne pas avoir fait l'objet de poursuite pénale, commerciale, disciplinaire ou administrative pour manquement à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité, ni commis d'agissements de cette nature,
 - n'être investi(e) d'aucun mandat électif dans le ressort de la cour d'appel,
 - ne pas être officier public ou ministériel,
 - ne pas exercer, à quelque titre que ce soit, des activités judiciaires, ni participer au fonctionnement du service de la justice,
- justifie :
 - avoir régulièrement déposé (son)(ses) rapport(s) annuel(s) tel(s) que prévu(s) par l'article 9 bis du décret susvisé,
 - avoir satisfait à son obligation de formation pendant sa période de (nomination initiale) (dernière) (reconduction),

qu'aucun élément n'a été porté à notre connaissance de nature à caractériser un manquement (du)(de la) candidat(e) à ses devoirs et plus particulièrement aux devoirs de réserve, d'honneur, de discrétion, de confidentialité, d'indépendance, d'impartialité, de diligence, de délicatesse et de dignité s'attachant à sa fonction,

et qu'(il)(elle) s'engage expressément à déclarer ses coordonnées de contact à destination du public et informations concernant l'organisation de ses permanences, ainsi que toute modification de celles-ci, dès qu'(il)(elle) aura connaissance de ces éléments, au système national de localisation de la fédération Conciliateurs de France, via l'association des conciliateurs du ressort de la cour d'appel de Caen-Normandie (ACCA Caen Normandie).

ATTENTION : les conditions ci-dessus rappelées doivent être remplies cumulativement. Si l'une d'entre elles fait défaut, il n'y a pas lieu, sauf circonstance(s) particulière(s) dûment exposée(s) et justifiée(s), à transmission de la candidature par l'autorité de proposition à l'autorité de reconduction.

Observations complémentaires :

Fait a

le

ATTENTION : cette date doit impérativement être postérieure à celle de l'avis du ministère public (§2°). Tout dossier de candidature ne respectant pas cette chronologie sera renvoyé pour instruction complémentaire de la candidature en cas d'avis défavorable ou réservé du ministère public.

Le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice
du tribunal judiciaire d

1°) TRANSMISSION DE LA CANDIDATURE par le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire d **(AU)(À LA) PROCUREUR(E) DE LA RÉPUBLIQUE** près le dit tribunal

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint pour avis le dossier de candidature de :

M

à la reconduction dans ses fonctions de conciliateur de justice dans le ressort du tribunal judiciaire d

Fait a _____ le _____
Le magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice du tribunal judiciaire d

2°) AVIS (DU)(DE LA) PROCUREUR(E) DE LA RÉPUBLIQUE

si aucun texte ne prévoit que la proposition de reconduction doit être faite après avis du ministère public, le présent avis est indispensable pour que le procureur général puisse, conformément aux exigences de l'article 3 du décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice, formuler son avis sur la dite proposition de reconduction

Vu le dossier de candidature de M

à la reconduction dans ses fonctions de conciliat(eur)(rice)de justice,

Vu le bulletin n° 2 du casier judiciaire (du)(de la) candidat(e),

Vu les éléments recueillis dans le cadre de l'enquête prescrite,

AVIS sur la _____ **FAVORABLE** **RÉSERVÉ** **DÉFAVORABLE**
candidature :

Observations complémentaires :

Fait a _____ **le** _____
(Le)(La) procureur(e) de la République
près le tribunal judiciaire d

PARTIE À REMPLIR PAR (LE)(LA) CANDIDAT(E)

article 1^{er} du décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice (extraits) :

"Les conciliateurs de justice ont pour mission de rechercher le règlement amiable d'un différend dans les conditions et selon les modalités prévues au code de procédure civile.
"Les fonctions de conciliateur de justice sont exercées à titre bénévole."

I - IDENTITÉ (DE LA)(DU) CANDIDAT(E)

Si vous souhaitez obtenir le renouvellement de votre carte officielle de conciliat(eur)(rice) de justice, joindre une photographie d'identité avec mention au verso de vos nom et prénom

NOM et prénom(s) : (éventuellement nom de naissance suivi du nom d'épouse en précisant quel est le nom d'usage par lequel vous souhaitez être désignée : un seul des deux noms ou les deux noms accolés et séparés par un trait d'union et en ce cas dans quel ordre) :

Situation de famille (*)(*1) :

Profession (*)(*1) : - si vous avez pris votre retraite depuis votre nomination ou votre dernière reconduction, préciser depuis quelle date et quelle était votre dernière activité professionnelle -

Adresse personnelle et n° de téléphone (*)(*1) :

Adresse professionnelle et n° de téléphone (*)(*1) :

Adresse mail (*) :

(*) ces renseignements dont la communication est de nature à faciliter vos relations avec l'administration judiciaire ne font pas l'objet d'une diffusion auprès du public.

(*1) mentionner seulement les changements éventuellement intervenus et que vous n'auriez pas signalés depuis votre nomination ou dernière reconduction. *En l'absence de modification, mentionner expressément "pas de changement".*

II - ÉLÉMENTS DE PRÉSENTATION de la candidature

A - mentionner les **actions de formation** suivies depuis votre nomination ou votre dernière reconduction dans les domaines en relation avec la pratique de la fonction de conciliateur de justice (*joindre en copie tout justificatif utile*) :

B - mentionner éventuellement les **modifications** que vous souhaiteriez voir apporter notamment quant à la circonscription d'exercice de votre fonction de conciliat(eur)(rice) de justice, le cas échéant en expliquant le(s) motif(s) de votre demande :

C - préciser éventuellement si vous souhaiteriez spécialement exercer les fonctions de **conciliat(eur)(rice) de justice auprès des tribunaux de commerce** (*l'examen de votre candidature pourra en ce cas être soumis à l'avis (du)(des) président(s) de tribuna(l)(ux) de commerce compétent(s) ; indiquer en ce cas :*

1°) si vous souhaiteriez exercer la fonction de conciliateur de justice exclusivement auprès des tribunaux de commerce,

2°) auprès de quel tribunal de commerce vous souhaiteriez exercer cette fonction,

3°) quels sont les éléments qui caractérisent votre compétence pour intervenir dans les domaines relevant de la compétence des tribunaux de commerce et quels sont parmi ces domaines ceux dans lesquels vous souhaiteriez plus particulièrement intervenir)

III - ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(le)(la) candidate, qui est expressément invité(e) à conserver une copie du présent dossier de candidature, doit prendre connaissance de manière précise et détaillée des éléments et engagements énoncés ci-dessous qui constituent le rappel des éléments essentiels du statut de conciliat(eur)(rice) de justice

Je soussigné(e) [*mention manuscrite obligatoire de votre nom (d'usage) et de votre prénom*] :

atteste sur l'honneur :

1°) **l'exactitude et la sincérité des indications fournies ci-dessus,**

2°) toujours **satisfaire aux conditions de capacité et de compatibilité** nécessaires à l'exercice des fonctions de conciliateur et s'énonçant comme suit :

- jouir de ses droits civils et politiques,
- n'avoir pas fait l'objet de poursuite pénale, commerciale, disciplinaire ou administrative pour manquement à l'honneur, à la délicatesse ou à la dignité, ni commis d'agissements de cette nature,
- n'être investi(e) d'aucun mandat électif dans le ressort de la cour d'appel de Caen,
- ne pas être officier public ou ministériel,
- ne pas exercer actuellement ni pour l'avenir, à quelque titre que ce soit, des activités judiciaires ou qui participent au fonctionnement du service de la justice,

déclare être à jour de mes obligations relatives à la formation et à la présentation du **rapport annuel** d'activité de conciliat(eur)(rice) de justice,

confirme avoir connaissance :

- que si je souhaite, à l'issue de ma période de reconduction, être à nouveau reconduit(e) dans les fonctions de conciliat(eur)(rice) de justice, il m'appartiendra de **me porter candidat(e) à la reconduction auprès du magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice désigné dans l'ordonnance ayant prononcé ma (nomination)(dernière)(reconduction), trois mois au moins avant l'échéance de celle-ci**, de telle sorte que puisse être proposée ma reconduction qui pourra être décidée pour une période de trois ans par ordonnance du premier président de la cour d'appel de Caen, après avis du procureur général près la dite cour,

- qu'en cas de reconduction, je demeure tenu(e) de présenter un **rapport annuel d'activité** au magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice mentionné dans mon ordonnance de reconduction, suivant les modalités qui me seront précisées annuellement,

- que je devrai, au cours de ma période de reconduction, suivre au moins une journée de formation continue organisée par l'Ecole nationale de la magistrature,

et **m'engage expressément :**

- **à déclarer mes coordonnées de contact à destination du public et informations concernant l'organisation de mes permanences, ainsi que toute modification de celles-ci, dès que j'aurai connaissance de ces éléments, au système national de localisation de la fédération Conciliateurs de France, via l'association des conciliateurs du ressort de la cour d'appel de Caen-Normandie (ACCA Caen Normandie),**

- **à faire connaître sans délai et par écrit** au service régional de coordination des collaborateurs de justice (SERCOJ) Mission coordination de l'action des conciliateurs dans le ressort de la cour d'appel de Caen, conciliateur.ca-caen@justice.fr, en vue de l'information du premier président, ainsi qu'au magistrat coordonnateur de la protection et de la conciliation de justice désigné dans la décision prononçant ma reconduction, **les changements** qui interviendraient dans ma situation ou apporteraient une modification aux renseignements fournis ci-dessus.

(mention à cocher en cas d'accord sur ce dernier point) :

Détent(rice)(eur) de l'**adresse électronique** ci-dessus mentionnée, j'accepte de recevoir des correspondances par ce mode de transmission et je reconnais comme réceptionnée chacune des transmissions qui parviendra à cette adresse de messagerie électronique.

Fait a

le

***Signature (du)(de la) candidat(e)
qui appose en outre ses initiales au
bas de chacune des pages 5 à 7***